Fondation Jean Jaurès

Démocratie

FRACTURES FRANÇAISES 2018

Gérard Courtois, Gilles Finchelstein, Pascal Perrineau, Brice Teinturier

09/07/2018

La Fondation Jean-Jaurès, en partenariat avec Ipsos, Sopra Steria, Le Monde et Sciences Po (programme ViePol), publie cette semaine la sixième vague de l'enquête « Fractures françaises ». Une photographie de l'état de l'opinion française après un peu plus d'un an au pouvoir d'Emmanuel Macron.

Le déclinisme reste largement majoritaire, mais le retour de confiance enregistré l'an dernier reste de mise

Le déclinisme reste puissant en France, mais le regain de confiance enregistré lors de la précédente vague, réalisée dans la foulée des élections présidentielles et législatives, ne se dément pas : 30% des personnes interrogées estiment que « la France n'est pas en déclin » (-1 point), contre 46% qui estiment qu'elle est « en déclin mais ce n'est pas irréversible » (-3 points) et 24% qui jugent que le pays est « en déclin et c'est irréversible » (+4 points). Entre 2014 et 2016, la part des Français estimant que la France n'était pas en déclin ne dépassait pas les 21%.

Télécharger l'enquête

L'image des responsables politiques s'améliore légèrement, mais la confiance dans le système démocratique s'érode d'année en année

Une nette majorité des Français considère que « la plupart des hommes et des femmes politiques sont corrompus » (63%, -6 points) ou que « les hommes et les femmes politiques agissent principalement pour leurs intérêts personnels » (82%, -1 point), mais ces chiffres sont en recul continu depuis 2016, année où des niveaux record de défiance avaient été mesurés. Néanmoins, la confiance des Français dans le système démocratique se dégrade continuellement : 64% estiment désormais que « le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible », alors qu'ils étaient 76% à partager cette opinion en 2014. C'est chez les plus

jeunes que le scepticisme est le plus grand : seuls 54% des moins de 35 ans partagent cette opinion.

Une perception très négative de l'action de l'Union européenne, mais une europhobie qui reste largement minoritaire

Le rapport des Français à l'Union européenne s'est considérablement dégradé : elle suscite « de la déception » pour 34% et « du rejet » pour 9%, contre respectivement 6% et 16% qui éprouvent à son égard « de l'adhésion » ou « de l'espérance ». Plus précisément, l'action de l'Europe n'est approuvée dans aucun domaine : près d'un Français sur deux la jugent négativement en ce qui concerne « la politique économique » (49% contre 22% de jugements positifs), « l'emploi » (48% contre 14%), « la politique sociale » (48% contre 14%) et surtout « la politique migratoire » (63% contre 9%). À tel point que 52% des personnes interrogées affirment désormais que l'appartenance de la France à l'Union européenne tend à « aggraver les effets sur les Français des crises économiques, diplomatiques ou environnementales », contre 30% qui pensent qu'elle les protège. Pour autant, les Français ne basculent pas dans le rejet du projet européen : si seuls 19% se disent « favorables au projet européen tel qu'il est actuellement mis en place », ils ne sont aussi que 23% à se dire « défavorables au projet européen » : une nette majorité de l'opinion (58%) est donc « globalement favorable au projet européen, mais pas tel qu'il est actuellement mis en place ». De plus, même si ce chiffre est en recul par rapport à l'an dernier, 53% des Français (-5 points) jugent que l'appartenance de la France à l'Union européenne est « une bonne chose », contre seulement 31% qui estiment qu'il s'agit d'une « mauvaise chose ».

Retrouvez également « La démocratie, une idée fragile chez les jeunes », Gilles Finchelstein, Brice Teinturier (*Le Monde*, 9 juillet 2018)